



Wiltz, locomotive de l'économie circulaire

Le gouvernement veut passer des idées aux projets concrets. Page 16

Jedes dritte Bier aus einem Haus?

Braueriese AB Inbev einigt sich auf Megafusion mit dem Rivalen SABMiller. Seite 18



L'imprimerie Faber en difficultés financières

Mersch. L'Imprimerie Faber a indiqué hier par voie de communiqué avoir engagé «un vaste projet de restructuration financière». Le conseil d'administration à l'origine de la communication indique devoir «réduire les coûts de production afin de remédier aux problèmes structurels qui frappent l'entreprise et qui génèrent des pertes depuis plusieurs années». «Nous avons un objectif: sauver l'entreprise! Il s'agit de sauvegarder les 75 emplois à Mersch et à assurer la survie d'une entreprise luxembourgeoise de renommée», a fait savoir la présidente du conseil d'administration, Myriam Faber. (ps)

Bitcoin: Scorechain lève 500.000 euros

Belval. La nouvelle pépite de Laurent Kratz a annoncé avoir levé un premier tour de financement de 500.000 euros auprès de cinq business angels. Active dans le bitcoin et la blockchain, Scorechain, constituée le 28 juillet, a notamment développé Yallet un porte-monnaie Bitcoin pour iOS. Une première version du site scorechain.com est disponible depuis quelques semaines et permet d'explorer les transactions et d'obtenir des informations sur les adresses envoyant et recevant des bitcoins. Un projet très attentif aux procédures KYC (know your customer) et AML (anti money laundering), qui devraient à court terme rassurer les acteurs plus «traditionnels» du secteur bancaire et financier. (T. L.)

Et de trois pour Doctena!

Luxembourg / Amsterdam. Outil de prise de rendez-vous en ligne avec un médecin ou via une application, la petite start-up Doctena de Patrick Kersten n'en finit pas d'acquiescer des titres de noblesse: deux ans après son lancement au Luxembourg où elle est utilisée par un médecin sur dix et des milliers de patients, et en Belgique depuis l'an dernier, elle est désormais disponible aux Pays-Bas. Pour l'instant à Amsterdam seulement. Et cela dans la langue choisie par le patient. Doctena a été lancée par celui qui avait auparavant lancé monster.lu puis athome.lu et par Alain Fontaine, directeur de VA Consulting. Le site propose de chercher un médecin et de proposer un rendez-vous. Le médecin répond dans la demi-journée. (T. L.)

La Chambre de commerce présente dix recommandations autour des investissements publics

Rendre la dépense plus efficace

Le Luxembourg y consacre trois fois plus par résident que la moyenne de la zone euro

PAR THIERRY LABRO

L'argent a fini de couler à flots. Même au Luxembourg. Les 3.000 euros par résident que le gouvernement (ou 2 milliards d'euros ou 3,6 % de PIB) consacre chaque année aux investissements publics doivent être dépensés de manière plus efficace, plaide la Chambre de commerce. Elle a publié hier dix recommandations pour que ces investissements soient bien le levier de croissance attendu.

Un sou est un sou. Bien dépensé par l'Etat pour la construction de routes, d'hôpitaux, d'école ou autres réseaux d'énergie, il pourrait être deux sous à court terme et au moins trois et demi à long terme, selon le Fonds monétaire international. Sans parler de l'effet d'entraînement de fonds privés, estimé aux Etats-Unis à cinq à sept dollars privés pour un dollar public bien investi. Ou de cette autre étude qui estime à 0,17 dollar la réduction des coûts pour une entreprise quand l'Etat investit un dollar. Pour y parvenir, plaide la Chambre de commerce dans son «Actualité et tendances» de 130 pages, il faudrait mettre en oeuvre une stratégie globale d'efficacité.

Elle passe par une évaluation «standardisée» des projets avant qu'ils ne soient lancés, qui intègre à la fois la simplification administrative et les futurs coûts de gestion, d'exploitation et d'entretien.

Une surveillance de A à Z

La Chambre de commerce suggère de s'inspirer de la base de données chilienne ou du travail parlementaire rendu possible en Irlande par la transparence. Ce dernier mot revient aussi à propos des fonds spéciaux quand il s'agit de choisir le mode de financement le plus approprié à atteindre les objectifs fixés par l'évaluation ex ante. Face à des dérapages budgétaires sinon fréquents du moins pas si rares, la Chambre de commerce suggère aussi une répartition claire des rôles et des responsabilités, avec un contrôle continu des coûts du projet, au besoin avec une agence ad hoc.

Puis, au final, une évaluation qui permette de revoir chaque étape



Pour le directeur de la Chambre de commerce, Carlo Thelen, les investissements publics doivent faire l'objet d'une meilleure préparation dans une transparence complète. (PHOTO: PIERRE MATGÉ)

de la procédure, y compris l'analyse coûts-avantages pour permettre de dégager des enseignements pour de futurs projets.

Mais ce monitoring en temps réel doit s'accompagner d'une politique contra-cyclique. Autrement dit, en période de crise, le politique a davantage tendance à couper dans les investissements publics, ce qui est moins populaire. Or la relance de la croissance doit encore plus passer par des investissements au bon moment, ce qui sous-entend une

marge de manoeuvre budgétaire dans les fonds spéciaux et une sorte de salle d'attente des projets qui pourraient alors être rapidement mis en oeuvre parce qu'ils auraient été rigoureusement évalués précédemment.

Une commission nationale indépendante

Outre la simplification administrative - les lois omnibus I et II sont devant le Conseil d'Etat et en voie de finalisation, le développement de moyens de finan-

cements alternatifs comme les partenariats publics-privés qui ont donné lieu en Grande-Bretagne à des économies de 15 %, la Chambre de commerce invite à imaginer une Commission nationale indépendante du gouvernement, qui étudierait la pertinence des projets à dix ans. Et une meilleure coordination territoriale, à la fois avec les communes qui pèsent pour 40 % dans les investissements publics au Luxembourg, et avec la Grande-Région et l'Union européenne.

Des choix politiques difficiles à «vendre»

Pour bien faire, il faudrait que le gouvernement «transfère», par exemple, 1 % de ce qu'il dépense pour la consommation finale vers autant d'investissement public. Car au Luxembourg, selon le Stateg, 1 % de PIB supplémentaire ainsi investi par l'Etat pourrait offrir 0,8 % de PIB supplémentaire, soit deux fois plus que le même montant investi dans la consommation. Car cette dernière fait l'objet de «phénomènes de fuites»: de l'épargne (par peur ou par absence de besoins), de dépenses à l'étranger et de transferts à l'étranger,

comme c'est le cas pour les allocations familiales, qui profitent logiquement aux familles des travailleurs frontaliers, souvent chez eux. L'idée est beaucoup plus difficile à faire passer auprès de l'opinion publique, qui trouvera qu'elle y perd directement alors qu'elle pourrait en réalité en bénéficier à court ou à moyen terme. Mais il faudra aussi convaincre les politiques «locaux». Par exemple de renoncer à leurs «éléphants blancs», ces projets plus ou moins pharaoniques qui ne sont pas toujours dans l'intérêt du pays ou d'une commune. Il faut par

exemple pouvoir mutualiser l'investissement lancé par une commune et qui pourrait profiter à un groupement de communes même quand les élus ne sont pas du même bord politique.

D'autant, que prévient le président de la Chambre de commerce, Carlo Thelen et son staff, Muriel Bouchet et Marc Wagener, le plan Juncker porte sur 315 milliards d'euros sur trois ans en un coup unique, alors que depuis 2007, les investissements publics en Europe ont diminué de 3 %. Soit 400 milliards d'euros en moins par an! (T. L.)

Montblanc Heritage Spirit Moonphase and Hugh Jackman

Crafted for New Heights

Visit Montblanc.com



MONTBLANC

Boutique Montblanc:
31 Grand-Rue · 1661 Luxembourg
T +352 26 86 48 01
Pour d'autres distributeurs
contactez Montblanc
T +32 25330690